

Roger Godino

Réenchanter le travail

Pour une réforme du capitalisme

*Préface de
Alain Caillé*



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **www.editionsladecouverte.fr**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue. Vous pouvez, à défaut, envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte (9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris), pour demander à recevoir gratuitement par la poste notre bulletin trimestriel *À La Découverte*.

ISBN 978-2-7071-5142-1

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2007.

Introduction

Capitalisme et capitalismes

« Il n'y a pas plus de lois du capitalisme qu'il n'y a de lois de l'histoire. »

Pierre-Noël GIRAUD, *L'Inégalité du monde*.

« Toute politique qui ne donne pas à rêver est condamnée. »

CHARLES DE GAULLE.

Née de la volonté de rendre définitivement impossible la guerre civile intra-européenne, l'Europe est aujourd'hui prise de doute sur elle-même. Car, après avoir échoué dans la création d'une armée européenne qui aurait probablement conduit à la naissance des États unis d'Europe¹, les pères de l'Europe ont choisi le chemin de l'économie. Mais l'Europe économique, dès

¹ Ainsi, le réarmement de l'Allemagne que craignaient les sceptiques de l'Europe s'est fait sans l'Europe, mais dans l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) contrôlée et dirigée par les États-Unis qui, seuls, pouvaient garantir la liberté de l'Europe de l'Ouest contre la menace soviétique.

lors que le Royaume-Uni en faisait partie, ne pouvait se faire que sur la base du plus petit commun dénominateur des nations européennes. Ce serait donc une Europe de l'économie de marché. Or la puissance des économies anglo-saxonnes — et le phénomène de mondialisation qui s'est superposé à l'unification progressive de l'Europe — a conduit progressivement au triomphe du capitalisme financier à l'anglo-saxonne avec, comme corollaire, l'affaiblissement du capitalisme rhénan et la remise en cause de la culture et des acquis de la social-démocratie. Ainsi la concurrence est-elle devenue la loi suprême de l'Europe, et si l'Europe sociale reste un rêve, sa réalisation semble reportée dans un avenir de plus en plus lointain.

Le « réenchantement du travail », un projet pour l'Europe de l'économie de marché

Les Européens se sentent pris dans un piège : alors qu'ils ont accepté de se doter d'une monnaie unique, ils ont le sentiment que l'Europe qui se construit n'a rien à voir avec celle dont ils souhaitaient l'avènement. Le fait que l'élargissement vers l'Est se soit produit avant l'approfondissement des modes de gouvernance européens leur donne même l'impression d'une fuite en avant vers on ne sait où.

Ce qui se dessine, c'est une Europe *soft power* sans frontières bien définies et dont une économie de marché à concurrence régulée constituerait la meilleure définition... Façon polie de décrire une Europe de l'impuissance : rayonnant sur le monde grâce à son seul PIB consolidé, mais confiant sa défense aux États-Unis et même pas capable de parler d'une seule voix, que ce soit au Conseil de sécurité ou au FMI. En somme, l'Europe telle que souhaitée par le Royaume-Uni...

L'échec du référendum sur la Constitution européenne (d'ailleurs appelée ainsi à tort puisqu'il s'agit d'un simple traité international) paraît démontrer que certains peuples européens, et notamment le peuple français, n'en veulent pas. Pourtant, ce

serait une grave erreur de croire qu'ils ne veulent pas d'Europe du tout : en réalité, ils attendent une autre Europe.

Les contours de cette autre Europe souhaitée, selon nous, par une majorité d'Européens sont encore très mal définis. Et c'est la raison pour laquelle un malaise se propage dans nos sociétés, qui entraîne perte de confiance, scepticisme, défaitisme culturel, autant de phénomènes qui permettent d'affirmer sans risque de se tromper que l'Europe va mal.

Nos peuples ont mis longtemps pour devenir des nations. La nation est une entité solide et incontournable. Pour qu'elle délègue une partie de sa souveraineté à une entité européenne, encore faut-il que cette entité soit connue et reconnue et que le double contrôle démocratique (celui des citoyens et celui des États) de cette entité soit assuré, que les frontières de cette identité européenne soient fixées et qu'elles ne puissent être modifiées qu'à l'unanimité des États membres, et qu'un pouvoir européen efficace, donc fort, puisse être organisé et approuvé par tous.

Or, parvenir à un accord unanime sur les frontières et sur le mode de gouvernance suppose que les peuples concernés aient des objectifs compatibles et une vision commune forte du genre de vie qu'ils ambitionnent de mener — ce qui, à l'évidence, ne peut pas se limiter à la règle de la concurrence « non faussée ».

Le malaise touche donc au type de société dans laquelle les Européens veulent vivre. S'il est probable que la plupart d'entre eux reconnaissent l'efficacité du capitalisme en économie de marché, il est cependant clair qu'ils souhaitent que ce capitalisme soit plus respectueux des équilibres sociaux et environnementaux. Ils veulent une société moins inégalitaire et plus solidaire, et ils préfèrent un développement durable à une croissance sauvage.

Dès lors, un projet pour l'Europe pourrait être la réforme du capitalisme : faire naître un nouveau capitalisme, aussi efficace — économiquement parlant — que le capitalisme financier, mais plus conforme aux valeurs fondamentales portées par les Européens. Ce capitalisme réformé, c'est la seule réponse possible à la demande formulée souvent d'une Europe sociale, d'une Europe du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises.

La caractéristique principale d'une telle réforme² serait de réconcilier définitivement le capitalisme et les valeurs des Européens en une nouvelle synthèse qui, tout particulièrement, redéfinirait les relations entre le capital et le travail. En effet, si la place du capital dans nos économies de marché n'est plus contestée, il reste à trouver un nouveau statut pour le travail.

C'est pourquoi ce qui pourrait se décrire comme un « réenchancement du travail » est un projet pour l'Europe, porteur d'une dynamique nouvelle comme le fut en son temps le projet de Communauté européenne du charbon et de l'acier de Schumann et Adenauer.

Comment réagir au « capitalisme total » ?

Après la chute du mur de Berlin, et alors que le phénomène de la globalisation prenait de l'ampleur, le capitalisme de marché de type américain ou anglo-saxon a vite été considéré comme le modèle unique vers lequel devaient évoluer toutes les formes existantes de capitalisme — et le capitalisme rhénan comme ayant définitivement rendu les armes à ce capitalisme financier.

Beaucoup d'observateurs considèrent en effet que la mondialisation agit comme un rouleau compresseur et que la force de la transformation technico-économique va obliger les institutions européennes elles-mêmes à ressembler aux institutions américaines. Et il est vrai que l'observation de l'évolution du capitalisme européen et des institutions chargées de l'encadrer pourrait se résumer par le constat d'un alignement pur et simple de l'Europe sur les États-Unis : en choisissant la concurrence comme arme suprême de l'organisation économique, l'Europe ne fait que suivre l'Amérique et ses credos ; et, plus récemment, la décision d'accepter, pratiquement sans discussion, les normes comptables

2 Qui n'est évidemment pas possible dans le cadre national — en raison de l'intégration économique européenne très poussée —, mais qui, même au sein de l'Europe, paraît plus facile à réaliser dans une Europe plus restreinte comme nous l'exposerons plus loin (voir *infra*, chapitre 11).

américaines montre à l'évidence la faiblesse de la réponse de l'Europe (qui ne choisit pas toujours ce qu'il y a de mieux de l'autre côté de l'Atlantique).

Tout cela, et bien d'autres choses encore, pourrait être interprété comme la victoire définitive d'un capitalisme financier de type américain, qui aurait vocation historique à imposer ses normes au reste du monde. Deux formes d'organisation sociale s'imposeraient alors, toutes les autres étant discréditées : le marché — qui conduirait à la meilleure efficacité possible de l'allocation des ressources — et la démocratie représentative — comme système politique absolu. Avec la globalisation qui met en concurrence les systèmes économiques, tous les capitalismes devront, dans cette optique, s'aligner sur le capitalisme américain et tous les systèmes politiques sentiront le besoin d'adopter la démocratie représentative. Au final : victoire absolue et mondiale du capitalisme américain — la « fin de l'histoire », en quelque sorte.

Et pourtant, le capitalisme n'est pas un — ni dans l'histoire ni dans l'espace — et il est en perpétuel changement. Le professeur Bruno Amable, chercheur au Cepremap, a ainsi identifié cinq modèles principaux de capitalisme dans la grande diversité des systèmes économiques et sociaux qui caractérise cette période historique d'accélération de la mondialisation :

— *le modèle fondé sur le marché*, qui est celui que l'on dénomme habituellement « capitalisme financier anglo-saxon », ou américain ; très diversifié, il possède de remarquables capacités réactives et favorise la prise de risques dans le cadre d'une protection sociale peu développée ;

— *le modèle social-démocrate*, qui diffère du précédent par sa protection sociale élevée, un accès facilité à la formation et des politiques actives sur le marché de l'emploi ;

— *le modèle européen continental*, qui se distingue du modèle social-démocrate par l'existence d'un système financier centralisé qui favorise l'élaboration de stratégies de long terme pour les entreprises ;

— le *modèle méditerranéen*, qui connaît une concurrence plus faible, un plus bas niveau des salaires et un plus bas niveau de formation ;

— le *capitalisme asiatique*, qui se caractérise par une stratégie de grandes firmes collaborant avec l'État, un système financier centralisé et l'absence de protection sociale (compensée par la protection de l'emploi à l'intérieur de l'entreprise).

Il se confirme donc, sur ces bases géographiques, qu'une forme de civilisation donnée induit une forme de capitalisme qui lui correspond.

C'est que, en réalité, le capitalisme a absolument besoin d'institutions politiques pour fonctionner. En effet, le marché ne marche pas bien tout seul : il ne fonctionne correctement que si la concurrence est effective entre les agents ; or, ce ne sont pas les agents eux-mêmes qui l'entretiennent : bien au contraire, les entreprises préfèrent dominer le marché par les ententes ou les oligopoles... La concurrence ne peut être réelle que si des institutions politiques la prennent en charge.

Dès lors que le capitalisme a besoin d'institutions politiques pour fonctionner et puisque les institutions politiques correspondent à des histoires, des cultures et des ambitions collectives différentes, on ne peut avoir, au bout du compte, que des capitalismes différents. Et, de fait, le capitalisme chinois, le capitalisme indien, le capitalisme européen et le capitalisme américain sont différents, et rien ne prouve qu'ils vont tous converger vers la plus puissante de ses formes actuelles, le capitalisme américain. Quelle que soit la puissance du capitalisme anglo-saxon de type financier dans un monde en voie de globalisation rapide, il reste que les civilisations et les cultures de gouvernement qui se sont établies sur la planète resteront probablement longtemps différentes et fidèles à certaines de leurs caractéristiques fondatrices, c'est-à-dire à leurs valeurs.

Il existe donc une place pour un capitalisme de type européen intégrant les valeurs de l'Europe. Ce sera sans doute un capitalisme tempéré par une exigence de solidarité et un sens de ses responsabilités face au long terme, un capitalisme respectueux de l'homme et de la nature dans le sillage de la longue tradition

humaniste européenne : en quelque sorte la fusion réussie du capitalisme, de la social-démocratie et du courant écologique...

Si déjà un peu partout en Europe, on sent le besoin de réagir contre le « capitalisme total », selon la belle expression de Jean Peyrelevade, malheureusement, la plupart des réactions actuelles sont purement défensives, voire passésistes, et s'expriment même parfois dans le registre de la violence, celle du désespoir. Des réactions qui témoignent de la nécessité de solutions positives, solutions que le langage politique n'a pas encore su formuler.

Tout le problème est d'acclimater le capitalisme et l'économie de marché au système des valeurs européennes. C'est bien d'un capitalisme dont nous avons besoin, mais d'un capitalisme en quelque sorte acceptable et (bien) accepté. Ce qui n'a de sens que si ce capitalisme est compétitif au plan mondial, puisque l'Europe ne saurait vivre recroquevillée sur elle-même, fermée au reste du monde. À l'évidence, cette évolution ne peut avoir lieu qu'au niveau européen, puisque nos économies sont désormais structurellement interdépendantes ; c'est d'ailleurs pourquoi toute solution recherchée doit être acceptable par toute l'Europe — au moins par l'Euroland : tout ce qui n'est pas « eurocompatible » n'est que dérision.

C'est donc à la recherche d'un capitalisme européen différent du capitalisme américain que nous partons, et d'une forme de capitalisme pérenne parce que compétitive face aux autres formes de capitalisme. Ce capitalisme verra le jour par une transformation progressive des capitalismes européens existants. Une transformation qui ne sera nullement naturelle, mais résultera d'une *volonté de réforme* qui devra trouver sa base politique. Elle correspond à un programme de réformes revendiqué par un courant encore minoraire en Europe.

Les forces qui porteront ce projet seront probablement issues du monde syndical, de la gauche et du centre, et de certains milieux intellectuels ou d'affaires. Il est difficile de les identifier actuellement, même si l'on peut dire que les réflexions et les pratiques allemandes sont plus avancées que les françaises et que

les syndicats (par exemple, la CFDT) sont en avance sur les partis politiques (sur le PS et le PC, par exemple).

Ce capitalisme n'aura de chances de s'épanouir que dans l'espace européen. Pourquoi ? Parce que l'Europe représente un ensemble relativement homogène à la fois au plan de la pratique du ou des capitalismes et au plan des valeurs et des traditions, qui peuvent se retrouver dans un consensus assez large en termes d'institutions. Il n'a aucune chance de naître au niveau mondial, précisément parce que les autres grands ensembles homogènes qui constituent l'essentiel du monde (Amérique, Chine, Inde, Russie, monde arabe) sont d'inspiration sociale très différente et connaissent des systèmes institutionnels très divergents, ou bien tendent à s'aligner sur le système anglo-saxon.